

original : integrationsbuero

kopien : 166 158 152 162 250 262 338 344 177 PGF ER

NI 41.770.0NI 41.770.0. (Ae)

w i e n 15.12.1987 12.15

181 nnnnn

bureau de l'integration, div. pol. 1,
office federal des affaires economiques etrangeres, pays
d'europe occidentale, m. raymond loretan, dmf.

le nouveau directeur politique du mae, erich m. schmid, ancien ambassadeur en inde, a saisi l'occasion d'un tour d'horizon, hier, pour me preciser, en la limitant, la portee de la declaration faite d'abord par m. mock dans une conference le 30 novembre, puis confirmee et adoptee le lendemain au conseil des ministres, selon laquelle l'adhesion de l'autriche a la cee n'etait desormais plus exclue. j'ai eu l'impression que m. schmid craignait que cette declaration ne soit interpretee en suisse comme un abandon d'une conception commune aux deux pays et par consequent comme un obstacle a notre collaboration future. il a donc tenu a preciser qu'en accord avec la ligne qui subordonne la forme a la substance (voir ma lettre du 2 decembre et mes tg 175 et 176 des 3 et 4 decembre), l'adhesion n'est envisagee que comme un ultime recours en cas d'echec des tentatives d'assurer la pleine participation au marche interieur par une autre construction politico-juridique. m. schmid n'estime pas que, dans cette hypothese, la demande d'adhesion serait formulee avant 1992, car, selon lui, a cette date, la negociation n'aura pas encore atteint son stade decisif et le marche interieur n'aura de toute facon pas vu le jour.

les explications de m. schmid ont trouve en moi un interlocuteur deja convaincu car je n'avais pas surestime la portee des propos de m. mock, tout au contraire. a mon avis, l'hypothese de l'adhesion etait deja potentiellement contenue dans la doctrine autrichienne qui fixe des buts mais ne prejuge pas les moyens et les allusions dans ce sens s'etaient d'ailleurs multipliees durant les semaines precedentes.

./.

original envoye a: - bureau de l'integration
copies envoyees a: - ofae
- dmf, a l'attn m. raymond loretan
- del. pres l'aele geneve (courrier)
- represui strasbourg

15.12.1987 1620 -o- mp



au cours du meme entretien, j'ai interroge m. schmid sur la portee des declarations de m. vladimir chenaiev, membre de l'institut d'economie mondiale de l'urss, sur la compatibilite de la neutralite et de l'adhesion (voir ma lettre du 2 decembre). m. schmid me repond que l'ambassadeur d'urss chikine est venu le voir pour souligner que les propos de m. chenaiev ne reflétaient pas l'opinion du gouvernement sovietique. lorsque m. schmid lui demanda s'il faisait cette declaration sur instructions expresses, l'ambassadeur, apres avoir d'abord tente d'eluder la question, finit par dire qu'il agissait en vertu de ses pleins pouvoirs et de sa parfaite connaissance de la politique de son gouvernement. simultanement, a moscou, le directeur de l'institut d'economie mondiale a confirme et repete a l'egard de l'ambassade d'autriche les declarations de son collaborateur, m. chenaiev. on estime au ballhausplatz que l'institut, qui est une sorte de "think-tank", a formule en avant-premiere une maxime politique qui va tres probablement etre reprise ensuite par le gouvernement. m. schmid me demande de considerer ces informations comme confidentielles. ritter.

)))

ambasuisse